LES *LOIS* DE PLATON ENTRE LES MAINS D'ARISTOTE

Les discussions et la critique des *Lois* de Platon par Aristote posent beaucoup de problèmes d'interprétation, particulièrement en ce qui concerne l'exactitude de ses déclarations au sujet de ce que disent les *Lois*. Les commentateurs se sont confrontés à ces problèmes et leur ont apporté diverses réponses. J'en ai moi-même fait autant.¹ Cependant, je voudrais revenir sur l'un de ces problèmes et faire une autre tentative assez différente de le résoudre.

Le problème que j'ai à l'esprit, c'est l'affirmation d'Aristote que le régime des *Lois*, bien qu'il soit appelé un mixte de démocratie et de monarchie, est en réalité un mixte de démocratie et d'oligarchie avec une tendance à l'oligarchie. Il appuie cette affirmation sur différentes affirmations supplémentaires relatives à la façon dont les magistrats sont désignés.² Certains commentateurs pensent que cette affirmation repose sur une équivoque. Platon parle de la monarchie d'une certaine façon (pour désigner le principe de vertu et de sagesse) et Aristote, d'une autre (pour désigner une magistrature puissante détenue de façon permanente par une seule personne). Et la même chose vaut aussi pour l'oligarchie : ce qu'Aristote appelle oligarchie (gouvernement par les riches) est, en fait, au sens où Platon l'entend, à nouveau le principe de vertu et de sagesse. Certains commentateurs, d'autre part, pensent qu'Aristote a raison et que le régime des *Lois* est bien oligarchique. Leur idée est que ce que faisait Platon ne concordait pas avec ce qu'il disait: tout en prétendant faire une chose, à savoir établir une aristocratie de vertu et de

¹ Dans Simpson 1998, p. 91-99.

² *Politique*, II, 6, 1266a1-30.

sagesse, en réalité, peut-être malgré lui, il en faisait une autre, à savoir établir une oligarchie fondée purement et simplement sur la richesse.³ Un inconvénient de ces façons de voir, cependant, est qu'elles nous obligent à dire que soit Platon, soit Aristote, s'est assez gravement mépris sur Platon. Bien sûr, l'une ou l'autre de ces conclusions pourrait s'avérer exacte, mais je pense que nous devons essayer de les éviter toutes les deux, si possible. Aucune des deux n'est facile à croire: Platon était assez intelligent pour savoir ce qu'il faisait; quant à Aristote, c'est peut-être un critique malveillant, mais il est rare qu'il soit simplement inexact. Ne pourrait-il y avoir une façon de comprendre à la fois Platon et Aristote qui fasse que nous n'ayons à attribuer d'erreur de compréhension ni à l'un ni à l'autre?

Une façon de le faire est celle de Morrow; elle consiste à dire qu'Aristote avait un texte des *Lois* différent de celui que nous avons aujourd'hui. Ce qu'il suggère, c'est que le texte qu'avait Aristote était une première version, qui souffrait des défauts qu'il indique, mais que Platon a corrigé cette version, en partie pour éviter les critiques d'Aristote, et que ce que nous avons aujourd'hui, c'est la version révisée.⁴ Je n'adopterai cependant pas ce point de vue, et cela pour deux raisons. La première est que c'est là pure spéculation, sans aucune preuve à l'appui. La seconde est que cette position aussi attribue une erreur de compréhension à Platon (car la version initiale comportait une telle erreur). Elle ne résout donc le problème qu'en le posant à nouveau par un autre biais.

Je souhaite par conséquent proposer une explication différente. Elle emboîte le pas à une remarque d'Aristote qui revient à dire que, parmi ceux qui veulent établir des aristocraties mixtes (et Platon établit manifestement un tel régime mixte dans les *Lois*),

³ Barker 1918, p. 389, 396-397; Morrow 1960 (a), p. 137-138, 158-159, 171, 230-231, 528-531 ; Schùtrumpf 1991, p. 234-237; Stalley 1983, p. 117-120.

certains commettent l'erreur de donner trop aux riches et de tromper la populace.⁵ Aristote ne mentionne pas nommément les *Lois* de Platon à cet endroit, mais je crois raisonnable de supposer qu'il les a à l'esprit. En tout cas, je suggère que Platon, et l'Etranger d'Athènes, savaient très bien qu'ils établissaient un régime à tendance oligarchique, mais qu'ils le faisaient de façon à donner l'impression que le régime était plus démocratique et tenait la balance plus égale que ce n'était le cas en réalité. Platon et l'Athénien, dans ce cas, n'encourent pas le reproche de se méprendre sur eux-mêmes, mais de mener leur lecteur par une voie détournée, voire de le tromper. En conséquence, bien qu'il demeure vrai qu'Aristote rejette cette tromperie comme une erreur, il cesse d'être vrai que soit lui, soit Platon lui-même, ait mal compris Platon. Au contraire, Platon comprend pleinement ce qu'il fait, Aristote aussi, et ils ne diffèrent que sur la question de savoir si c'est une façon correcte d'établir une aristocratie mixte.

Maintenant on pourrait immédiatement objecter qu'écarter l'accusation de se méprendre sur soi-même en la remplaçant par celle de commettre une tromperie n'est pas un progrès. Platon est toujours coupable de quelque chose et même de quelque chose de pire. Mais je pense que cela n'est pas nécessairement exact, car tout dépend de la nature de la tromperie et des raisons qui la motivent. En tout cas, pour soutenir ma thèse, il me faut donner un aperçu sommaire des dispositions constitutionnelles des *Lois*, en montrant comment ces dispositions pourraient à juste titre être qualifiées de trompeuses dans le sens où l'affirme Aristote. Il me faut ensuite montrer que Platon et l'Athénien voulaient tromper et pourquoi la tromperie était nécessairement la méthode à suivre.

Les dispositions constitutionnelles des *Lois* concernent l'assemblée et les

⁴ Morrow 1960(b), p. 161-162.

⁵ *Politique*, VI (IV), 12, 1297a7-10.

magistratures. En ce qui concerne l'assemblée, les cinq mille quarante citoyens en sont tous membres, ce qui est assez démocratique. Mais la présence y est facultative pour les classes inférieures, tandis qu'elle est obligatoire sous peine d'amende pour les classes supérieures,⁶ et ses pouvoirs et fonctions sont relativement légers: ni l'une ni l'autre de ces deux dispositions n'est démocratique.⁷ L'assemblée n'a, par exemple, aucun rôle délibératif (ce qui est au contraire une caractéristique particulière des assemblées démocratiques). Sa principale fonction est de pourvoir diverses magistratures et, quoique ses pouvoirs soient ici étendus, ils sont définis de façons dont certaines s'avèrent cruciales. En ce qui concerne l'élection des gardiens des lois (peut-être le corps le plus important du régime), l'assemblée le fait en trois étapes. À la première étape, chacun propose le candidat qu'il souhaite, et les trois cents qui obtiennent le plus de voix sont choisis. À la seconde étape, chacun vote pour celui qu'il préfère parmi ces trois cents, et les cent qui obtiennent le plus de voix sont choisis. À la troisième étape, ceux qui obtiennent le plus de voix sont choisis (trente-sept au début, quand la fonction est établie pour la première fois et, ensuite, aux élections suivantes, autant, suppose-t-on, qu'il est nécessaire pour pourvoir les postes vacants parmi les trente-sept).⁸

Le fait que le choix des gardiens se fait par élection et non par tirage au sort est significatif, et cela va avoir son effet sur le résultat. Car les riches, à cause de leur richesse, se distinguent de la masse et par conséquent ils sont plus connus, ils ont plus de chances de se distinguer par leurs qualités, et d'avoir des amis solides et influents. Ils ont donc plus de chances d'attirer l'attention nécessaire et ainsi d'obtenir les votes nécessaires pour être parmi les trois cents initiaux. Inversement, la plupart des pauvres, qui manquent

⁶ *Lois*, 764a.

⁷ Comme Aristote l'a bien remarqué, *Politique*, II, 6, 1266a9-12.

de qualification et d'influence, vont trouver difficile, voire peut-être impossible, d'y parvenir.⁹ D'autre part, comme Aristote le fait remarquer,¹⁰ un assez petit groupe de citoyens pourrait, en se groupant autour d'un candidat qui leur serait favorable, faire en sorte de le faire entrer dans les trois cents. La même chose sera vraie à la deuxième étape, et les candidats (les plus riches, bien sûr) qui sont plus connus, ou ont une certaine qualification, ou sont soutenus par un *lobby*, auront le plus de chances de se retrouver parmi les cent. Et il en sera encore de même à la troisième et dernière étape. En d'autres termes, en dépit du fait que tous les citoyens votent, le résultat final va être faussé la plupart du temps, au profit de certains seulement parmi les citoyens. Et cet effet sera renforcé par le fait que les gardiens servent pendant vingt ans. Le résultat serait certainement très différent de ce qui arriverait si on avait au contraire recours au tirage au sort, soit au début, soit après le premier vote, et si les gardiens ne demeuraient en fonction que pendant un an ou peu d'années. En fait, ce qui paraît au début plutôt démocratique - tous les citoyens choisissant parmi tous les citoyens - finit par être une pratique plutôt oligarchique. Le vote, avec une intensité croissante au fur et à mesure de ses trois étapes, aura une tendance inévitable à favoriser la minorité riche, privilégiée et influente. Ce résultat est si évident, et le processus électoral qui le produit est si clairement conçu à cet effet, qu'on ne peut pas sérieusement supposer que Platon et l'Etranger d'Athènes n'en fussent pas conscients et qu'il ne correspondît pas à leur intention. On ne peut donc pas sérieusement supposer qu'en donnant au vote une

⁸ *Lois*, 753b-d.

⁹ Pour des parallèles instructifs, nous n'avons qu'à penser aux élections dans les États modernes. Techniquement, chacun peut être candidat à une fonction, mais en pratique seule une très petite minorité - ceux qui sont riches, ou influents, ou qui ont obtenu l'investiture d'un parti puissant - a quelque chance de gagner, ou même, dans certains cas, de figurer parmi les candidats.

¹⁰ *Politique*, 11, 6, 1266a26-28.

apparence initiale de démocratie (tous électeurs, tous éligibles), ils n'avaient pas l'intention de dissimuler que son résultat ultime était de nature oligarchique.

Dans l'élection du conseil (la plus importante fonction après celle des gardiens), les résultats seront, de la même façon, faussés au profit de la minorité riche et privilégiée. Là encore, l'élection est faite par l'assemblée, mais cette fois, à la différence de ce qui se passe dans le cas des gardiens, selon la division du corps des citoyens en quatre classes économiques. Le premier et le deuxième jour de la procédure, chacun est obligé, sous peine d'amende, de sélectionner des candidats issus respectivement de la première et de la deuxième classe, les plus riches. Le troisième jour, chacun, dans les trois classes supérieures, est obligé, sous peine d'amende, de sélectionner un candidat issu de la troisième classe, mais aucune amende n'est infligée aux citoyens de la quatrième classe, la moins riche, s'ils ne souhaitent pas sélectionner de candidat issu de cette classe. Le quatrième jour, les deux classes supérieures sont obligées, sous peine d'une amende trois ou quatre fois plus forte, de sélectionner des candidats issus de la quatrième classe, mais aucune amende n'est infligée aux citoyens de la troisième et de la quatrième classe s'ils ne souhaitent pas sélectionner de candidat issu de cette classe. Là s'achève la sélection des candidats. A l'étape suivante, chacun est obligé, sous peine d'amende, de voter en choisissant parmi ces candidats, et les cent-quatre-vingts de chaque classe qui reçoivent le plus de voix sont choisis. A l'étape finale, quatre-vingt-dix de chaque classe sont tirés au sort et les quatre groupes de quatre-vingt-dix qui en résultent forment le conseil pour l'année.¹¹

C'est une procédure complexe qui présente finalement les mêmes caractéristiques que l'élection des gardiens. Elle semble démocratique en apparence (car tous les citoyens

votent en faisant leur choix, en principe, parmi tous les citoyens, et pour finir il y a tirage au sort), mais elle est fortement oligarchique dans ses résultats. En fait, les jeux sont entièrement faits dès la première étape, celle de la sélection des candidats. Pour commencer, comme le fait remarquer Aristote,¹² il y aura plus de candidats sélectionnés dans les deux classes supérieures que dans les deux classes inférieures, parce que certains membres des deux classes inférieures ne sélectionneront aucun candidat. Car les plus pauvres, abstraction faite de l'absence d'amende dans leur cas, ne peuvent pas se permettre de rester inactifs autant que les plus riches, de sorte que beaucoup d'entre eux, ayant déjà perdu deux jours à sélectionner des candidats issus des classes supérieures, seront contents d'avoir l'opportunité d'éviter les deux jours restants. Dès lors, les deux classes inférieures, et spécialement la plus basse, auront moins de candidats à éliminer à l'étape suivante et peut-être, dans certains cas, elles n'en auront pas du tout à éliminer (si, lors de la première étape, n'ont été sélectionnés que cent-quatre-vingts ou quatre-vingt-dix candidats). Car on doit noter qu'il n'y a rien dans la procédure qui exige que soient sélectionnés plus que cent-quatre-vingts ou quatre-vingt-dix candidats, ni même qu'il en soit sélectionné autant. Les classes supérieures, et spécialement les deux plus élevées, auront certainement la faculté de ne pas sélectionner plus de quatre-vingt-dix candidats issus des classes inférieures, et même d'en sélectionner moins en outre, elles pourront ne sélectionner que ceux qui leur sont favorables ou ceux qui sont faciles à influencer ou à acheter. Dès lors elles pourraient, grâce à la procédure de sélection qui leur est propre, pratiquement s'assurer un conseil docile et favorable à leurs intérêts dès la première étape, et ainsi rendre sans portée les deux étapes ultérieures, et par-dessus tout rendre sans

¹¹ *Lois*, 756b-e.

¹² Je pense, sans en être entièrement certain, que c'est ce qu'il dit en *Politique*, II, 6,

portée l'étape démocratique du tirage au sort. Car on doit garder à l'esprit que le fait que les candidats issus des classes supérieures sont choisis par tous n'enlève rien au fait qu'ils forment une oligarchie. Au mieux, cela les empêchera de constituer une oligarchie étroite. Les candidats oligarques retenus doivent être favorables à tous, et non pas seulement aux riches ou à leurs amis oligarques. C'est sans doute là une bonne chose, mais cela n'a, en soi, rien de démocratique.

Encore une fois, on ne peut supposer sérieusement que Platon et l'Étranger d'Athènes n'aient pas été conscients de cette conséquence et qu'elle n'ait pas correspondu à leur intention. On ne peut donc supposer sérieusement que, en élaborant cette procédure complexe et en lui donnant une apparence démocratique (tous électeurs, tous éligibles, et le tirage au sort utilisé pour finir), ils n'avaient pas l'intention de dissimuler que son résultat ultime était de nature oligarchique. En fait, peut-être peut-on appuyer cette conclusion sur le texte lui-même. Car quand l'Athénien parle du tirage au sort comme d'une espèce d'égalité, et d'une espèce que le régime doit tolérer à côté de l'égalité proportionnelle, il dit aussi que cette dernière égalité est la véritable et la meilleure égalité, et que tolérer aussi la première est une concession à l'homme de la rue, destinée à prévenir son mécontentement.¹³ Manifestement, l'Athénien préférerait se passer de cette égalité. Aussi est-ce ce qu'il fait en réalité. Il la conserve, mais de manière à rendre possible qu'elle n'ait aucun effet, ou un effet minime, sur le choix effectif des magistrats. Elle figure dans les caractéristiques formelles du régime (de façon à satisfaire les passions démocratiques), mais elle disparaît de son fonctionnement réel (de façon à éviter des résultats démocratiques). Et c'est là, manifestement, une sorte de tromperie.

1266a20-22.

¹³ *Lois*, 757

La même distorsion au profit de l'oligarchie apparaît à nouveau dans la désignation des autres magistrats. Les généraux sont sélectionnés par les gardiens (élus de façon oligarchique), et, bien que tous les soldats (en activité ou à la retraite) participent au vote et que des contre-propositions émanant d'autres personnes soient permises, il n'y a rien qui empêche les gardiens de ne sélectionner, et d'être tenus pour quittes en ne sélectionnant, pas plus de candidats qu'il y a de postes à pourvoir. Il en va de même pour la sélection des officiers subalternes par les généraux.¹⁴ Autrement dit, des dispositions d'allure démocratique sont destinées à permettre, et même à encourager (sans, bien sûr, les garantir) des résultats faussés dans un sens oligarchique.

Quand nous passons à la désignation des magistrats de la cité et du marché, ceux-ci sont choisis par tous mais pas parmi tous; ils sont choisis seulement dans la classe supérieure ou dans les deux premières. Parmi les magistrats religieux, les plus importants sont les trésoriers et les interprètes des oracles. Les premiers sont choisis par la seule première classe, et les seconds sont élus par tous les citoyens répartis en tribus (et non en classes).¹⁵ Mais l'élection, comme on l'a déjà remarqué, favorise la minorité privilégiée, riche et influente, et ce sera d'autant plus le cas avec le vote par tribu, puisqu'alors aucune disposition n'est prise (à la différence de ce qui se passe pour l'élection du conseil) pour l'élection de personnes issues des classes inférieures. Les prêtres, il est vrai, sont désignés par tirage au sort,¹⁶ mais ils sont subordonnés aux interprètes, qui déterminent tous leurs devoirs, et aux trésoriers, qui décident de leurs dépenses. En ce qui concerne le sport et la culture, soit les magistrats ne doivent être choisis que parmi des experts, et dans ce cas seuls les experts sont obligés de voter (les autres peuvent participer ou non, à leur gré),

¹⁴ *Lois*, 755c-756b.

¹⁵ *Lois*, 760a-e, 763c-764b.

soit ils ne doivent être choisis que dans les deux classes intermédiaires, et dans ce cas la classe inférieure n'est pas obligée de voter.¹⁷ Le tirage au sort, il est vrai, est introduit pour départager ceux qui ont obtenu le plus de voix mais, comme auparavant, les choses ont déjà été faussées dans un sens oligarchique à l'étape précédente, celle du vote. Et même, dans le cas du premier magistrat dans ce domaine, le ministre de l'éducation, il n'est fait aucune tentative pour introduire même l'apparence de quoi que ce soit de démocratique dans sa désignation, puisqu'il est choisi parmi les seuls gardiens et par les seuls magistrats en place.¹⁸ Nous pourrions dire des choses analogues à propos des tribunaux, où certains au moins sont choisis par les magistrats parmi les magistrats, et où la conduite des affaires les plus graves, sinon le verdict, est, de la même manière, entre les mains des magistrats en place.¹⁹

Voilà donc un aperçu sommaire des magistratures. Il paraît clair, et il a été admis par plusieurs commentateurs, que ces magistratures, et partant le régime tout entier, sont déviés dans un sens oligarchique. S'il y a d'autres commentateurs qui persistent à ne pas l'admettre, la raison en est, en grande partie, que, au moins dans sa description du but qu'il poursuit, l'Athénien donne plus de poids, non pas à la richesse, mais à la vertu et à la sagesse. Il semble, en fait, que ce qu'il entend par l'élément monarchique du régime, c'est la vertu et la sagesse, ou en général une compétence supérieure.²⁰ Le problème est, bien sûr, que les dispositions effectivement prises favorisent manifestement les plus riches, et on peut difficilement supposer que l'Athénien ou Platon adhèreraient à l'idée que la vertu

¹⁶ *Lois*, 759b-c

¹⁷ *Lois*, 765a-c.

¹⁸ *Lois*, 765d-766c.

¹⁹ *Lois*, 766d-768c.

²⁰ *Lois*, 756e-758a; Barker 1918, p. 388 Stalley 1983, p. 116-120.

accompagne toujours ou nécessairement la richesse.²¹ Il s'avère donc bien, comme Aristote le disait, qu'il n'y a rien de monarchique dans ce régime, car il ne s'y trouve rien qui assure la présence de la vertu ou de la compétence comme un facteur indépendant qui vient s'ajouter à la richesse. Les tentatives d'éluder ce problème en contestant l'effet oligarchique des dispositions constitutionnelles ne sont pas convaincantes. Elles sont tout simplement en contradiction avec les faits. Les dispositions constitutionnelles sont ce qu'elles sont, et elles auront l'effet qu'elles auront, quoi que l'Athénien dise ou ne dise pas. «À leurs fruits vous les reconnaîtrez.» Il faut donc admettre que le reproche général d'Aristote, que les *Lois* sont déviées dans un sens oligarchique, est fondé.

Pourquoi des commentateurs devraient-ils donc avoir envie de contester ce reproche? Mon sentiment est qu'ils n'en auraient pas envie, ou qu'ils en auraient moins envie, s'il y avait un moyen clair et convaincant d'absoudre Platon du reproche supplémentaire de s'être trompé sur ce qu'il faisait réellement.²² Ce que j'ai suggéré au début, à savoir que Platon est délibérément trompeur, est censé fournir un tel moyen. Cependant, il me faut expliquer à la fois comment doit s'entendre cette suggestion et en quel sens elle ne discrédite pas Platon. Or nous trouvons, bien sûr, de la tromperie délibérée dans d'autres dialogues de Platon. Nous la trouvons, en fait, très ouvertement utilisée, dans la *République*.²³ Le motif de la tromperie dans la *République* est assez clair: garder les catégories inférieures satisfaites de leur condition inférieure. La même chose est vraie aussi dans les *Lois*. Il est certain que, si le recours au tirage au sort est recommandé dans les *Lois*, c'est pour la raison que cela maintiendra le calme dans les

²¹ Un point sur lequel Barker, en particulier, insiste (Barker 1918, p. 389).

²² Stalley, par exemple, semble conduit dans cette direction en partie à cause de l'échec de Barker à absoudre Platon d'une telle accusation (Stalley 1983, p. 117-120; Barker 1918, p. 389-390).

²³ *République*, 459c-460b.

catégories inférieures. Le fait, alors, que ce recours est plus apparent que réel, et cela de façon délibérée, en confirme le caractère trompeur. C'est ce genre de tromperie qu'Aristote a expressément à l'esprit, à savoir la tromperie dans les dispositions formelles du régime. Mais cela laisse encore ouverte la question de savoir, non pas pourquoi Platon et l'Athénien trompent la populace, mais pourquoi ils veulent utiliser cette tromperie pour fausser les choses au profit des riches. Car, ni en tant que tels ni pour Platon et l'Athénien, les riches ne se confondent avec les vertueux et les sages. Pourtant c'est au nom de la vertu et de la sagesse que Platon et l'Athénien faussent les choses au profit des riches. Que se passe-t-il donc là?

Je fais l'hypothèse, en suivant une autre indication d'Aristote, que Platon et l'Athénien ne trompent pas seulement la populace; ils trompent aussi les riches et, en outre, Clinias, Mégillus et nous autres, les lecteurs. L'indication d'Aristote, c'est que Platon, dans les *Lois*, ramène petit à petit les choses au régime de la *République*.²⁴ Barker attire notre attention sur cette indication quand il note le changement de ton dans le livre XII des *Lois*.²⁵ Il y a en effet un tel changement, mais je pense que nous devons en tirer un plus grand parti que celui qu'en tire Barker. La *République*, comme nous le savons, place très expressément le gouvernement entre les mains de la minorité sage, des quelques sages philosophes. Les *Lois* finissent par en faire autant, principalement au moyen de deux nouvelles magistratures qui sont introduites dans le livre XII. Je n'ai pas encore moi-même discuté de ces magistratures, et Aristote ne les mentionne pas non plus, ou pas explicitement, dans sa critique des *Lois*. Je pense, néanmoins, qu'elles font partie de ce qu'il a en vue quand il dit que les *Lois* ramènent les choses à la *République*.

²⁴ *Politique*, II, 6, 1265a2-10.

²⁵ Barker 1918, p. 399.

Les magistratures en question sont celles des auditeurs et du conseil nocturne. Ces deux magistratures sont revêtues de beaucoup de dignité, d'autorité et de prestige. Elles ont effectivement le pouvoir de suspendre, de révoquer et de contrôler toutes les autres magistratures. Ce sont elles, en fait, qui garantiront – si une telle garantie est possible – que les magistrats réellement choisis ne seront pas seulement les riches, mais aussi les vertueux (chose qui n'est garantie par rien d'autre dans le régime). Les auditeurs sont élus par tous parmi tous les citoyens, et l'élection est recommencée jusqu'à ce que le nombre soit réduit à trois, qui se joignent au bureau des auditeurs cette année-là et demeurent en fonction, comme tous les auditeurs, jusqu'à l'âge de soixante-quinze ans. En soi, ce cycle d'élection est une répétition de la procédure oligarchique déjà discutée. Mais d'autres caractéristiques sont présentes dans ce cas, qui vont donner un résultat assez différent. Le travail des auditeurs est de vagabonder, pour ainsi dire, à travers tout le reste du régime, et d'inspecter toutes les autres magistratures, en infligeant des amendes quand elles sont méritées, et en soumettant à un examen préalable tous ceux qui sont élus à une magistrature pour voir s'ils sont aptes à la magistrature en question.²⁶ Toute leur vie, conduite, habillement, distinction, et même leur mort, est empreinte d'une dignité et inspire une révérence propres à faire sentir à tous, excepté aux plus dépourvus de scrupules, que c'est du seul fait de sa vertu, et non de son habileté, que l'on peut recevoir ou occuper une magistrature si élevée. En outre, de peur qu'un auditeur faillisse et se pervertisse, il est stipulé que les auditeurs seront eux-mêmes surveillés par n'importe qui d'autre, comme par des faucons. Les auditeurs sont décrits plus loin comme le facteur le

²⁶ C'est une disposition systématique dans les *Lois*, que ceux qui sont choisis pour les autres magistratures soient soumis à examen avant d'entrer en fonction. Au livre VI, où il est traité des magistratures, il n'est pas expressément précisé qui doit procéder à cet examen, mais on peut difficilement douter que ce soit l'une des fonctions des auditeurs introduits au livre XII.

plus important de la survie de la cité. Des choses semblables sont vraies du conseil nocturne, qui est décrit comme l'ancre de la cité. Son travail consiste à comprendre l'objectif qui doit être visé, comment l'atteindre, et quelle lois et quelles personnes y contribuent le mieux. Puisque sa composition inclut les gardiens les plus âgés (parmi lesquels l'actuel ministre de l'éducation et ses prédécesseurs), son contrôle sur la loi fondamentale et la structure de la cité sera aussi approfondi, si ce n'est plus, que le contrôle des auditeurs sur la gestion de ses affaires quotidiennes. En bref, à elles deux, ces deux magistratures seront tout simplement l'autorité de contrôle (et on doit noter que rien n'est dit de l'impossibilité pour quelqu'un d'être en même temps auditeur et gardien; même, compte tenu des conditions d'âge et de qualité requises, il est vraisemblable qu'il y aura beaucoup de cumuls).²⁷

Si nous considérons davantage ce qui est dit sur les qualifications nécessaires pour être gardien (et par conséquent les qualifications sur lesquelles les candidats retenus seront examinés avant d'entrer en fonction), il apparaît que celles-ci sont pratiquement les mêmes que celles qui sont requises pour devenir gardien dans la *République*. Les gardiens des *Lois*, en fait, devront être aussi philosophes que les gardiens de la *République*. Il y a aussi suffisamment d'indications du fait qu'il leur faudra accepter quelque chose comme la classique théorie des idées.²⁸ L' instrument propre à assurer ce résultat, c'est la magistrature des auditeurs et le conseil nocturne. Ces deux magistratures trônent, pour ainsi dire, au sommet de la structure oligarchique établie au livre VI et la remettent presque littéralement aux mains d'une hiérarchie de philosophes. Le caractère oligarchique du régime, caché derrière le voile de son équilibre et de son caractère

²⁷ *Lois*, 945b-948b, 951d-952d, 961a-962d.

²⁸ *Lois*, 964a-969d.

extérieurement démocratique, est lui-même un voile pour cacher son caractère philosophique. Ce n'est donc pas seulement que les démocrates sont dupés au point d'accepter une oligarchie; les oligarques sont dupés au point d'accepter une «philosopharchie». A la fin, ce ne sont pas les classes supérieures tout court qui gouvernent, mais plutôt les membres des classes supérieures (et aussi les membres des classes inférieures qu'on a laissés passer à travers le filtre oligarchique) qui sont vertueux et sages, et qui sont naturellement aptes à être éduqués dans la vertu et la sagesse. Les simples riches, ou les pauvres, qui sont magistrats mais qui n'ont pas de vertu et pas ou peu de capacité pour la vertu, seront rapidement repérés par les auditeurs et soit révoqués, soit empêchés d'assumer à nouveau une magistrature. Ils n'atteindront certainement pas les plus hautes sphères du régime.

C'est ici, je pense, que nous atteignons le désaccord le plus fondamental entre Aristote et Platon sur les questions politiques. Car Aristote a pour la masse beaucoup plus de sympathie que n'en montre jamais Platon. Il croit vraiment qu'on peut trouver en elle de la vertu, et une vertu suffisante pour mériter qu'on lui donne un contrôle réel, et pas seulement apparent, au sein du régime.²⁹ Les écrits de Platon ignorent ce fil d'argumentation qui appartient à Aristote. L'hypothèse est toujours que vertu et compétence se trouvent du côté de la minorité et de ceux qui ont reçu une éducation, jamais du côté de la majorité et de ceux qui n'ont pas reçu d'éducation. Maintenant, Aristote serait sans aucun doute d'accord avec cette hypothèse quand il en vient à la vertu la plus haute.³⁰ Son régime préféré est certainement aussi élitiste et non démocratique que la *République* de Platon. Ce n'est que pour ce qui regarde les régimes inférieurs et de

²⁹ *Politique*, III, 11.

³⁰ *Politique*, III, 13.

second rang qu'ils diffèrent, et c'est seulement dans ce cas qu'Aristote adopte et soutient les prétentions de la vertu de la masse à l'emporter sur la vertu de la minorité. Mais la raison de ce désaccord est, je pense, que Platon ne croit réellement en absolument aucun régime de second rang. A vrai dire, il fait bien dire à l'Athénien que les *Lois* constituent un tel régime,³¹ mais, comme nous venons de le voir, ce régime de second rang s'avère indéfendable à moins ou avant d'être en réalité ramené au régime de premier rang, qui est le gouvernement philosophique. Platon demeure divinement fou jusqu'au bout.

Il se passe donc en réalité dans les *Lois*, selon moi, la même chose que dans la *République*. Aucun de ces deux dialogues ne traite de politique au sens propre du terme. Tous les deux sont plutôt des protreptiques à la philosophie. La *République* l'est de manière plus évidente. Mais les *Lois* ne le sont pas moins, en définitive. La différence réside dans l'auditoire auquel s'adresse le protreptique. Dans la *République*, ce sont des jeunes gens enthousiastes. Dans les *Lois*, ce sont des vieillards assagis. Aussi, tout comme la *République* joue sur ce qui excite les jeunes gens (la griserie de la tyrannie, la richesse et les femmes à la disposition de tous), les *Lois* jouent sur ce qui excite les vieillards (le respect de la propriété privée et des familles, la majesté de la législation – les *Lois* sont avant tout des lois, après tout, comme le disait Aristote).³² L'une remplace la griserie de la tyrannie, la nourriture gratuite et la sexualité libre par la griserie de la philosophie et les Idées; les autres remplacent la stabilité due au respect de l'ordre par la majesté du ciel philosophique. Ainsi l'Athénien, dans sa discussion avec Clinias et Mégillos, prétend que les classes supérieures respectables, dûment prospères et dotées d'héritiers nés de leur propre sang, méritent de diriger simplement en tant que telles, et il

³¹ *Lois*, 739a-e.

³² *Politique*, II, 6, 1265a1-2.

façonne son régime sur la base de cette supposition, produisant de cette façon une sorte d'oligarchie modérée. Cela suffit à gagner l' assentiment spontané des deux vieillards. Mais ces deux vieillards ne réalisent pas que, en donnant ainsi leur assentiment, ils ont consenti, non pas à l'oligarchie, mais à la philosophie; ou ils ne réalisent pas jusqu'où leur amour de la respectabilité les a entraînés: jusqu'à leur faire accepter la dialectique de la sagesse. Dès lors quand l'Athénien dévoile, au livre XII, la philosophie qui dirigeait secrètement l'oligarchie, non seulement ils ne s'opposent pas à ce qu'il dit, mais ils y adhèrent même avec enthousiasme.

En bref, en utilisant comme moyens immédiats de séduction la richesse privée, la respectabilité et l'âge – toutes choses auxquelles Clinias et Mégillos n'ont pas besoin de persuasion pour adhérer – l'Athénien, sans mettre en question leur séduction, la change en une autre, la séduction de la philosophie. A la fin, le changement est assez remarquable. Clinias et Mégillos, les vieillards assagis, sont devenus des jeunes gens enthousiastes que l'Athénien a de la peine à retenir.³³ Par contraste, Céphale, le vieillard respectable du premier livre de la *République*, est vite dégoûté par la manière de philosopher de Socrate, et cela, pour une bonne part, parce que, au plus profond, il n'est pas respectable mais seulement vieux.³⁴ Clinias et Mégillos sont authentiquement respectables, mais ils ne sont pas philosophes. La tâche de l'Athénien est de les rendre philosophes, ou de faire ressortir leur passion latente pour la philosophie. Il le fait, comme tous les protreptiques doivent le faire, en ayant recours à quelque autre passion, non latente, qui peut servir comme moyen de les attirer vers la première passion. Pour les jeunes gens cette passion est une chose; pour les vieillards, c'est quelque chose d'autre. Peu importe. L'essentiel est de séduire.

³³ *Lois*, 968b-969d.

³⁴ *République*, 330d-331d.

C'est cette séduction, la tromperie délibérée que j'avais en fait à l'esprit quand je parlais de tromperie au commencement. Ce n'est pas la tromperie du mensonge malintentionné, mais la tromperie du protreptique animé de bonnes intentions.

Le succès de ce protreptique est la raison pour laquelle je voudrais soutenir que l'*Épinomis* est authentiquement platonicien et la véritable continuation des *Lois*. Car c'est la continuation de l'enthousiasme déchaîné pour la philosophie manifesté par Clinias et Mégillos à la fin des *Lois*. Ils disent à ce moment qu'ils doivent obliger l'Athénien à se joindre à eux pour fonder la nouvelle colonie.³⁵ Cette contrainte, ou persuasion, est, selon moi, ce qui a eu lieu entre les deux dialogues. Ainsi le second, l'*Epinomis*, commence une fois que l'accord a déjà été obtenu, pour reprendre au point où se sont arrêtées les *Lois*. Car j'imagine que les trois interlocuteurs discutent maintenant en tant que membres du conseil nocturne de la nouvelle colonie,³⁶ et donc qu'ils exécutent ce qui, à la fin des *Lois*, était laissé comme tâche à ce conseil, à savoir le programme des études.³⁷ Mais cette thèse nécessite sans doute plus d'argumentation que je ne peux en donner ici.

A toutes fins utiles, je voudrais au moins faire valoir ce qui suit. De même que la *République* est le protreptique que Platon destine à des jeunes gens tentés par les plaisirs sauvages mais vils de la tyrannie, de même les *Lois* sont le protreptique qu'il adresse à des vieillards qui trouvent leur confort dans les plaisirs tranquilles de la respectabilité traditionnelle. Dans les deux cas, la séduction fait son effet: elle produit l'enthousiasme philosophique. Il n'est pas vrai que la philosophie puisse être enseignée uniquement, ou le mieux, aux jeunes audacieux; elle peut aussi être enseignée aux vieux assagis. Il faut juste trouver les moyens de séduction appropriés. Et la séduction agit aussi sur les lecteurs,

³⁵ *Lois*, 969c-d.

³⁶ *Epinomis*, 992e

seulement elle agit sur des lecteurs différents (ce n'est pas par hasard, par exemple, que nous enseignons la *République* et non les *Lois* à nos étudiants de première année). Les deux dialogues vont de pair. Ils appartiennent au même titre à la plénitude de l'art protreptique de Platon. Les *Lois* ne doivent donc pas être lues comme un écrit plus tardif que la *République* (même si elles le sont), ni comme un développement tardif de la pensée de Platon. La division chronologique des dialogues de Platon ne trouve aucun appui, à proprement parler, dans le style, le caractère et la doctrine des *Lois*. Les *Lois*, c'est la même chose que la *République*, comme le disait Aristote. La différence dans leur composition tient seulement au fait qu'elles s'adressaient à un auditoire différent.

BIBLIOGRAPHIE

- BARKER 1918: Ernest Barker, *Greek Political Theory*, London, 1918.
- MORROW 1960 (a): G.R. Morrow, *Plato's Cretan City*, Princeton, 1960.
- MORROW 1960 (b): G.R. Morrow, «Aristotle's Comments on Plato's *Laws* », in I. Düring & G.E.L. Owen (eds.), *Aristotle and Plato in the Mid-Fourth Century. Papers of the Symposium Aristotelicum held at Oxford in August 1957*, Göteborg, 1960, p. 145-162.
- SCHÜTRUMPF 1991: Eckart Schütrumpf, *Aristoteles Politik*, Berlin, 1991.
- SIMPSON 1997: Peter Ph. Simpson, *The Politics of Aristotle*. Translated with introduction, analysis and notes, Chapel Hill, 1997.
- SIMPSON 1998: Peter Ph. Simpson. *A Philosophical Commentary on the Politics of Aristotle*, Chapel Hill, 1998.
- STALLEY 1983: Richard F. Stalley, *An Introduction to Plato's Laws*, Indianapolis, 1983.

³⁷ *Lois*, 968c.